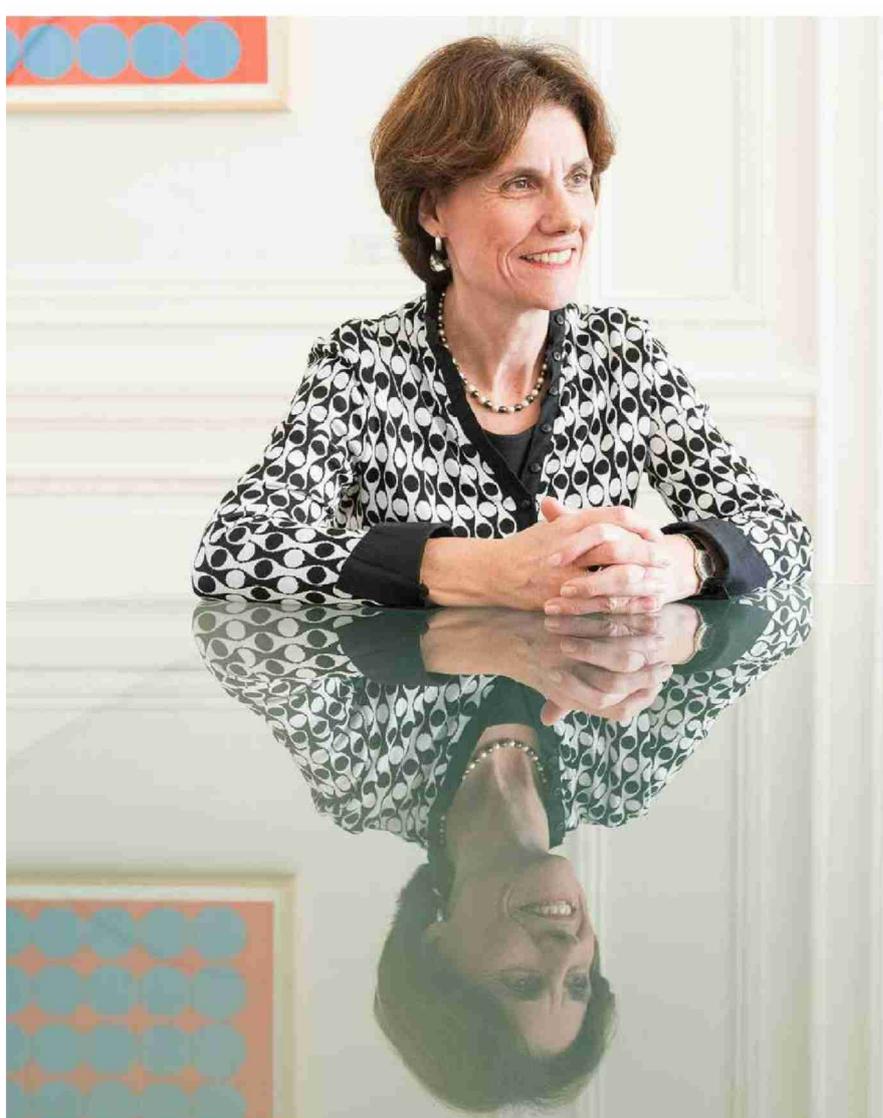


«En tant que socialiste, je refuse que l'école produise de l'exclusion»

Instruction Anne Emery-Torracinta se représente au Conseil d'État genevois l'an prochain. La cheffe du Département de l'instruction publique entend bien y faire avancer son projet phare: l'école inclusive.



Anne Emery-Torracinta s'est confiée sans détour sur la table ronde qui jouxte son bureau de la vieille ville.

Sébastien Anex

En dates

1958

Naissance

Elle naît à Genève. Son père est le journaliste Claude Torracinta.

1978

Enseignement

Parallèlement à ses études, elle donne des cours d'histoire.

1981

Mariage

Elle se marie avec Pascal. Ils auront trois enfants, dont une fille autiste.

1984

Parti socialiste

Elle adhère au Parti socialiste genevois, comme sa mère. Elle sera élue au Grand Conseil en 2005.

2013

Conseil d'État

Elle accède au gouvernement genevois après une première tentative infructueuse en 2012.

«L'école inclusive est un bon modèle mais que l'on ne doit pas faire n'importe comment. Parce que,

si on le réalise sans moyens, c'est la catastrophe»

Anne Emery-Torracinta,
conseillère
d'État genevoise

Raphaël Leroy

raphael.leroy@lematindimanche.ch

A

anne Emery-Torracinta est candidate à sa réélection (voir encadré). Chargée de l'Instruction publique (DIP) depuis 2013, la socialiste n'a pas ménagé sa peine pour défendre l'école auprès d'un exécutif de droite. Un projet a particulièrement occupé son temps: celui de l'école inclusive. Remède miracle pour les uns, fourre-tout impraticable pour les autres, ce dispositif qui vise à inclure des élèves à besoins spécifiques – handicap, échec scolaire, migrants, etc. – dans des classes ordinaires clive. Y compris au sein des professeurs. Ils craignent de devoir affronter seuls les difficultés inhérentes à ce système. Ils demandent plus de moyens. Anne Emery-Torracinta garde le cap.

L'école inclusive est une belle idée sur le papier, mais est-ce applicable?

Nous sommes actuellement dans un mouvement mondial qui va vers l'inclusion. Les parents le réclament très fortement. Dans le passé, les classes étaient relativement homogènes. Les temps changent, nous avons une société multiculturelle très hétérogène. Ma vision de l'école, c'est une école qui s'adapte aux besoins de chaque élève. C'est ça, l'école inclusive. Elle concerne tous les élèves: les enfants handicapés, les jeunes en rupture, les élèves migrants, les sportifs d'élite, les musiciens ou encore ceux qui ont des troubles comme la dyslexie. Pour y faire face, nous avons besoin de compétences plurielles dans les écoles. C'est un mouvement de société. On ne reviendra pas en arrière. Mais ce n'est pas mettre des enfants au fond d'une classe et

attendre de voir ce qui se passe! Il faut avoir un projet préalable et penser à l'intérêt de l'enfant. Il se peut qu'il soit mieux dans une structure séparée, mais idéalement intégrée dans l'école de son quartier. Car il faut bien avoir en tête que l'exclusion coûte au final bien plus cher.

En êtes-vous certaine?

Prenez le cas de l'autisme. Les neurosciences ont prouvé que plus vous intervenez tôt, plus vous limitez les handicaps associés. Le parcours scolaire de l'enfant peut alors être quasi normal, et à la fin il s'intégrera à la société. Tout cela sera bien moins coûteux qu'une prise en charge en institution pour adultes. Cela étant dit, le débat se situe au-delà même des coûts. C'est une question de valeurs. Je ne suis pas socialiste pour rien. Je suis pour une société plus tolérante, plus respectueuse de la différence. Je refuse que le système scolaire produise de l'exclusion.

Pas facile toutefois pour un enseignant de s'occuper de tant de besoins différents dans une seule classe...

Les enseignants peuvent se sentir démunis, c'est vrai. C'est pourquoi nous mettons en place des équipes pluridisciplinaires dans les établissements primaires composées de logopédistes, infirmiers, psychologues, psychomotriciens, enseignants spécialisés, éducateurs. Nous avons trois dispositifs actuellement et on en aura neuf lors de la prochaine rentrée scolaire avec l'idée d'étaler le dispositif dans le temps.

Les élèves peuvent être déstabilisés par tout ce remue-ménage, non?

Il n'y a aucune preuve scientifique que les enfants à besoins spécifiques retardent les classes. Les élèves qui ont de la facilité s'en sortent quel que soit le système. Les autres vont bénéficier des nouveaux appuis à disposition. Et puis, si on vise à terme une société plus tolérante, c'est aussi quelque chose que l'on apprend à l'école.

La limite, c'est combien d'élèves à besoins spécifiques par classe?

Il n'y a pas de règles. Ça dépend de la problématique et de l'accompagnement. Mais, vous savez, ce système peut aussi être très forma-

teur pour les enfants qui aident leurs camarades. Ils se sentent valorisés.

Les besoins particuliers des élèves ne sont pas toujours décelés au préalable. Que répondez-vous à cet enseignant laissé seul avec un enfant psychotique qui hurle en classe et passe son temps sous son pupitre?

C'est là où je reconnais qu'il nous faut plus de moyens. Je suis justement en train d'étudier la possibilité de garder plus de postes d'enseignants spécialisés pouvant venir en appui dans de telles situations dès l'an prochain.

L'école inclusive, c'est 4 millions par année. Genève en a-t-elle les moyens?

Des parents ont pensé que, parce que j'avais une certaine histoire personnelle, du jour au

lendemain j'allais ouvrir les portes de l'école et dire: «Venez tous!» Ce n'est pas comme cela que ça se passe. Le projet du Conseil d'État est d'y aller par paliers vu la situation financière du canton. De ces 4 millions, il n'y en a actuellement qu'une toute petite partie qui a été investie. Je le regrette. Notre gouvernement s'était engagé face au Parlement. Il va falloir aller de l'avant. J'ai toutefois réussi à obtenir 46 postes de soutien supplémentaires au primaire, passant de 101 à 147, et j'ai mis en place de nouveaux dispositifs pour l'intégration des élèves. Je le répète: l'école inclusive est un bon modèle, mais que l'on ne doit pas faire n'importe comment. Parce que, si on le réalise sans moyens, c'est la catastrophe. Il doit y avoir un vrai projet. Cela prend du temps. ●

«Je veux poursuivre ce qui a été entamé»

N'avez-vous pas hésité à vous représenter?

Non. Le DIP, c'est un gros bateau long à manœuvrer. Nous sommes à mi-parcours et je veux poursuivre ce qui a été entamé.

On vous disait usée par la posture minoritaire au sein du collège...

Ces rumeurs sont infondées. Jamais je ne me suis levée le matin en me disant: «Je vais à la mine.» Au contraire, j'ai toujours eu beaucoup de bonheur dans cette fonction. Alors, oui, ce n'est pas facile. Les moyens ne tombent pas du ciel. Les majorités politiques sont difficiles à construire. Les choses prennent du temps à changer. Mais peut-être que, si c'était plus simple, ça ne serait pas aussi passionnant.

N'avez-vous pas le sentiment d'avoir

déçu votre base?

Qu'attend-on d'une conseillère d'État socialiste quand elle est minoritaire au gouvernement et au Grand Conseil? Qu'elle soit sans cesse en rupture de collégialité? Cette posture n'est pas dans l'esprit suisse. Et c'est prendre le risque de ne rien obtenir. Je rappelle que, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres cantons romands, il n'y a pas eu de coupes, et même des moyens ajoutés, dans l'éducation à Genève.

Au PS, les candidats sont nombreux.

Comment faire la différence?

Ce que l'on vise, c'est un deuxième siège. C'est donc dans cette perspective que les candidatures sont nombreuses et riches. Je me réjouirai d'accueillir un autre socialiste au gouvernement.